

**Nations unies - Situation  
humanitaire au Yémen -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la France  
auprès des Nations unies - Conseil  
de sécurité**  
(New York, 23 octobre 2018)

Merci Monsieur le Président,

Je souhaite en premier lieu remercier le Royaume-Uni d'avoir pris l'initiative de cette réunion, dans le contexte humanitaire très dégradé que nous connaissons et que vous venez, M. Lowcock, de décrire. Votre avertissement et vos demandes sont très clairs. Après ce que vous venez de nous dire, un sentiment d'urgence doit nous animer tous.

1/ Nous assistons depuis des mois à la dégradation continue de la situation humanitaire au Yémen. La guerre, l'extrême pauvreté et l'effondrement économique ont créé un tel état de faiblesse systémique de la société et de l'Etat, que nous sommes aujourd'hui au bord de la catastrophe. Depuis notre dernière réunion au Conseil, il y a un mois, cette situation a été aggravée par la chute continue du Rial, par la poursuite des combats à Hodeïda et par la baisse du volume des denrées déchargées à Hodeïda depuis le mois septembre. À cela s'ajoutent, dans la province sud-est de Mahra, les dégâts causés par le cyclone Luban. En résultent un risque de famine généralisée, que vous nous avez décrit, et qui pourrait toucher plus de 22 millions de personnes, la menace d'une épidémie de choléra à grande échelle et la possibilité que plusieurs générations de Yéménites soient privées d'éducation.

2/ Dans ce contexte très difficile, et c'est mon deuxième point, nous devons continuer les efforts pour obtenir le respect du droit international humanitaire, la protection des civils et l'accès et l'acheminement des biens humanitaires et commerciaux. Nous devons également oeuvrer pour le redressement de l'économie yéménite. Ces points correspondent aux exigences qui ont été fixées par ce Conseil dans sa déclaration présidentielle du 21 septembre sur la protection des civils dans les conflits armés et nous devons les mettre en oeuvre s'agissant du Yémen.

Deux objectifs immédiats et concrets sont de garantir la protection des civils des bombardements comme des tirs d'artillerie, notamment dans une ville aussi densément peuplée que Hodeïda, et autre objectif également : permettre aux civils de se déplacer librement et en sécurité. Les infrastructures civiles doivent également être protégées.

D'autres objectifs, souvent rappelés ici, doivent continuer de susciter nos efforts. D'abord, la protection du personnel humanitaire, qui évolue dans un environnement très dangereux. Les travailleurs humanitaires, y compris ceux qui travaillent dans les mécanismes de réponse

rapide dans les provinces de Hodeïda et ailleurs, doivent pouvoir planifier leurs opérations en amont et les mettre en oeuvre en toute sécurité. Je souhaite leur exprimer à nouveau le plein soutien et l'admiration de la France.

Ensuite, l'accès humanitaire et commercial doit être garanti. Les ports de Hodeïda et de Saleef doivent rester ouverts et accueillir au moins autant de denrées essentielles - notamment de nourriture et d'essence - qu'avant le mois de décembre dernier. Il est véritablement urgent de trouver une solution pour que le Programme alimentaire mondial (le PAM) puisse accéder aux silos contenant les denrées indispensables à la population, et les acheminer ensuite dans la province de Hodeïda et dans le reste du pays, tout comme le fuel. L'artère principale entre Hodeïda et Sana'a doit rester accessible et nous appelons les parties à tout mettre en oeuvre dans cette perspective.

Enfin, il est essentiel d'accentuer les efforts pour contenir l'inflation galopante des denrées alimentaires, la chute du Rial et l'absence de rémunération d'une grande partie des Yéménites. Il est urgent que les négociations que l'Envoyé spécial, Martin Griffiths, mène avec le gouvernement yéménite et les rebelles Houthis sur ces sujets, en particulier s'agissant de la remise en fonction de la Banque centrale yéménite, puissent progresser. Les travaux des institutions financières internationales doivent aussi se poursuivre afin de permettre d'envisager un redressement du système bancaire et financier.

3/ Dans ce contexte, et je conclurai par là, la France réitère son appel aux parties pour qu'elles s'engagent pleinement avec l'Envoyé spécial afin de relancer le dialogue et faire avancer le processus politique. Nous le savons, seule une solution politique permettra de mettre fin durablement aux souffrances des Yéménites. La recherche de cette solution devient chaque jour plus urgente. La médiation des Nations Unies est la seule à même de pouvoir relancer les discussions en vue d'un accord sur la gestion du port de Hodeïda, d'une reprise des pourparlers, et d'une cessation durable des hostilités et de la définition des paramètres d'une solution politique.

Je vous remercie./.